

International

page 7

**SI TU VEUX LA PAIX,
PRÉPARE LA RÉVOLUTION**

Dossier

pages 10-11

**GEN-Z, UN SOUFFLE
RÉvolutionnaire
EN SUSPENS**

Jeunes

page 20

**SERVICE MILITAIRE :
NI CHAIR À PATRONS,
NI CHAIR À CANONS**

RÉvolutionnaires

47 11 DÉCEMBRE 2025 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Budget : le jackpot pour les patrons !

Nouvel épisode d'un feuilleton parlementaire interminable : le vote du budget de la sécurité sociale ! Celui-ci a été voté par une courte majorité des députés (13 voix) et avec l'appui de la majorité des élus socialistes qui ont voté pour et ainsi conforté le gouvernement et sa politique d'attaques anti-populaires. Ce sont donc les travailleurs qui vont trinquer, et les patrons qui ont remporté le jackpot !

UN BUDGET ANTISOCIAL

D'après Lecornu, le budget de la sécu n'est « pas parfait » mais c'est « le meilleur budget possible ». Pour les capitalistes, dont les innombrables exonérations de cotisations sont préservées, c'est sûr ! Les sénateurs en ont même rajouté un peu, exonérant les entreprises de plus de 250 salariés de cotisations sur les heures supplémentaires. Les patrons peuvent ainsi nous faire bosser plus en contribuant moins : c'est ça de plus pour les profits !

De l'autre côté, les personnes atteintes d'une affection de longue durée (diabète de type 2, AVC invalidant, sclérose en plaque...) pourraient perdre une partie de l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières, dont les montants sont généralement

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

Dossier

Gen Z : UN SOUFFLE RÉvolutionnaire EN SUSPENS

de profondes révoltes sociales et politiques, déclenchées et portées par la jeunesse, ont touché de nombreux pays

Au cours des dix-huit derniers mois, de profondes révoltes sociales et politiques, déclenchées et portées par la jeunesse, ont touché de nombreux pays : Serbie, Bangladesh, Népal, Kenya, Indonésie, Pérou, Tanzanie, Madagascar, Maroc... Ces mouvements de masse, qui ont fait face à une répression extrêmement violente, ont soulevé l'enthousiasme de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus de ce système qui compte de plus en plus de milliardaires, mais condamne à la pauvreté la grande majorité.

Au-delà de certaines spécificités locales, tous ces mouvements ont révélé une même révolte profonde dans la jeunesse, qu'elle soit étudiante, privée d'un avenir à la hauteur de ses espérances, ou ouvrière, frappée par la dégradation brutale de ses conditions d'existence. Une révolte qui s'est tournée en premier lieu contre les dirigeants au pouvoir, dont la brutalité n'a d'égale que la servilité à l'égard des intérêts des multinationales et des bourgeoisies impérialistes. Les dictateurs en place n'ont eu parfois que quelques heures pour fuir leur palais, quand d'autres ont été exfiltrés grâce à l'intervention de la puissance impérialiste tutélaire dans l'optique que « tout change pour que rien ne change ». Ces révoltes se sont encouragées les unes les autres, avec la conscience d'entretenir un lien entre elles, notamment à travers l'utilisation de symboles communs, spécifiques à la « génération Z ».

Cette capacité, pour une génération qui ne voit pas d'avenir dans cette société, à sauter à la gorge de l'ordre capitaliste, à s'affronter courageusement aux États qui le servent et à tenter de transformer le monde qui l'entoure, rappelle les soulèvements et les révoltes dans le monde arabe au début de la décennie 2010. Moins que jamais la révolution n'est une notion abstraite, qui appartiendrait à un passé révolu. Mais comme il y a quinze ans, le chemin qui mène de la révolte à la révolution est semé d'embûches, d'autant plus lorsqu'il n'existe aucune organisation communiste révolutionnaire implantée. Une organisation non seulement capable d'affirmer qu'aucune force bourgeoise autochtone ne pourra représenter une alternative à la gabegie engendrée par le pillage et l'économie impérialistes, mais capable aussi de proposer une stratégie révolutionnaire à la hauteur des enjeux : en finir avec la propriété capitaliste.

Pour rappeler notre solidarité internationaliste avec ces révoltes de la jeunesse, qui sont des encouragements et des leçons essentielles pour notre classe partout dans le monde, voilà un point d'étape à travers les exemples du Népal, de Madagascar, du Maroc et du Pérou. Avec évidemment le souci de nos propres responsabilités : nouer des liens politiques internationalistes et œuvrer au regroupement des forces révolutionnaires au niveau international.

MARIE DAROUEN • 09/12/2025



MANIFESTATION AU NÉPAL, SEPTEMBRE 2025

Népal : une pause dans la révolte ?

Mi-septembre, les émeutes massives au Népal ont mené à la dissolution du Parlement, au renversement du gouvernement de K.P. Sharma Oli et à la mise en place d'une nouvelle dirigeante, Sushila Karki, issue de la Cour suprême, en charge d'organiser de nouvelles élections. Lorsque le Népal est aujourd'hui évoqué par la presse, c'est pour vanter sa démocratie en pleine éclosion : 120 organisations se présentent aux élections du 5 mars 2026, dont une quarantaine nouvellement fondées, les listes comptent 850 000 néo-inscrits...

Pourtant, de nouvelles manifestations désignent la nouvelle dirigeante comme « KP Oli 2.0 », la nouvelle version de son prédécesseur.

Le nouveau pouvoir ignore les groupes et figures de la Gen Z qui demandent justice pour les victimes de la répression (au moins 76 morts début septembre), des poursuites contre l'ancien dirigeant et son ancien ministre de l'Intérieur, des sanctions contre les corrompus. Les contestations, bien que moins massives, n'ont pas cessé depuis mi-septembre. Plusieurs couvre-feux ou interdictions de manifestation ont à nouveau été imposés.

ÉTAT BOURGEOIS 2.0

Dès septembre, la diplomatie française vantait la nomination de Karki comme « une étape importante pour une stabilisation de la situation politique » : une « stabilité » à

PÉROU : LES MOBILISATIONS ONT FAIT TOMBER BOLUARTE, ET APRÈS ?

La vague de mobilisations de la jeunesse du Pérou contre un projet de réforme des retraites avait fait reculer le gouvernement. L'entrée en scène des conducteurs de bus de Lima, révoltés par les extorsions dont ils sont victimes de la part de groupes criminels qui leur font perdre régulièrement leurs recettes de la journée, et les assassinats de ceux qui s'opposent à ce racket, avait été décisive dans la destitution de la présidente, Dina Boluarte, survenue le 10 octobre, après une grève des transports qui avait paralysé la capitale.

L'ampleur de la mobilisation du 15 octobre, malgré le rendez-vous manqué entre la Gen Z et les conducteurs de bus (les syndicats ayant levé leur appel à la grève au dernier moment), montrait que, malgré la destitution d'une présidente largement détestée, la colère restait intacte contre un personnel politique incapable de répondre aux besoins fondamentaux de la population.

Et depuis ? Le 14 novembre, plusieurs milliers de personnes ont à nouveau manifesté à Lima, mais moins que le 15 octobre et avec un caractère moins explosif.

Le nouveau gouvernement de José Jerí, qui prétend lutter contre le crime organisé avec l'état d'urgence, au-

nouveau louée dans un récent sommet entre l'Union européenne et le Népal. Mais Karki est elle aussi aujourd'hui accusée de népotisme. S'il est difficile de juger la profondeur de ces mises en cause, son chef de cabinet nomme bien ses proches aux plus hautes fonctions. Son projet visant à « orienter les manifestations de rue vers la table des négociations politiques » et à « transformer la colère des jeunes en énergie électorale positive », convainc-t-il ?

Depuis octobre, les tentatives de militants de la Gen Z, souvent issus d'ONG, de signer un accord avec l'État échouent. Les désaccords tiennent à la désignation du soulèvement de septembre comme un mouvement politique, mais surtout à la caractérisation de sa répression comme un « massacre »... ce que refusent, pour le moment, les représentants d'une transition accrochés à l'ancien régime. La commission d'enquête sur les événements des 8 et 9 septembre ne poursuit ni les forces de l'ordre ni les principaux profiteurs. Elle réserve son attention aux destructions de palais gouvernementaux et d'entreprises.

RÉVOLTE ET CONTRE-RÉVOLUTION

L'extrême droite, elle, demande un référendum pour le rétablissement de la monarchie ou la proclamation d'un État hindou. Et l'ancien parti au pouvoir, le CPN-UML, une fois les émeutes contenues, a saisi la Cour suprême pour faire annuler la dissolution du Parlement. Sans programme révolutionnaire ni militants pour le porter, l'audace d'une génération peut être contenue et une révolte réprimée. Des militants de la Gen Z affrontent dans la rue milices et provocateurs de l'UML qui tentent de les agresser. C'est face à ce type d'adversité et dans des révoltes face à une démocratie qui n'en a souvent que le nom, que les consciences se forgent.

KRIS MICLOS • 09/12/2025

rait-il convaincu ? Rien n'est moins sûr. Il apparaît largement que l'état d'urgence sert bien plus à réprimer les mobilisations qu'à lutter contre les extorsions. Après le meurtre d'un jeune manifestant par un policier en octobre, les arrestations et les gardes à vue de figures de la Gen Z se sont multipliées, un projet de loi propose de pénaliser le port du masque en manifestation et de sanctionner de 15 ans de prison l'usage d'articles pyrotechniques. Si la manifestation du 14 novembre a été autorisée, la veille le président du Congrès appelait les policiers à faire usage de leur arme de service. Le jour même, la police encerclait les principales universités, multipliant les contrôles d'identité, intimidations et arrestations préventives.

Les assassinats de travailleurs des transports n'ont pas cessé, commis par des tueurs gage circulant à moto... et le gouvernement impose le port du casque et d'un gilet réfléchissant aux deux-roues en prétendant lutter ainsi contre la criminalité. Aux gangs, le port d'un gilet, et à l'ensemble des travailleurs les amendes ! Les conducteurs de bus, de leur côté, n'ont eu d'autre choix que d'augmenter tous les tarifs de 50 centimes, pour compenser les pertes dues aux extorsions.

Si les secteurs qui se réclament de la Gen Z semblent désorganisés, les organisations syndicales professionnelles et étudiantes, qui pour certaines appelaient formellement à la manifestation du 14 novembre, n'ont pas véritablement cherché à étendre le mouvement, tout occupées qu'elles sont à négocier avec l'État et les partis, avec comme point de mire les élections d'avril prochain.

Reste que la colère profonde qui persiste dans de larges secteurs contre la pauvreté, la criminalité et la corruption, cherche encore les moyens de s'exprimer.

SABINE BELTRAND • 09/12/2025

La Gen Z Madagascar : deux mois après la révolution

Depuis le renversement de Rajoelina, le 11 octobre 2025 par un mouvement populaire, quelques personnalités importantes de l'ancien régime sont inquiétées par la justice. Mais l'essentiel des députés et personnel de l'ancienne coalition présidentielle sont toujours en poste. Certains sont même devenus ministres ! Selon le plan du Premier ministre, le banquier Herintsalamy Rajaonarivelo, le processus de « refondation » du pouvoir doit durer deux ans, avec un gouvernement civil encadré par le président-colonel Randrianirina. Le nouveau pouvoir promet à cette échéance une nouvelle Constitution.

LA BOURGEOISIE INTERNATIONALE A VITE ADOPTÉ LE NOUVEAU RÉGIME

Dès son investiture le 17 octobre, Randrianirina a tenu à « rassurer les partenaires techniques et financiers » et à donner des gages pour l'instauration d'un « climat des affaires apaisé ». Les institutions internationales et les capitalistes l'ont pris au mot. L'Union africaine a réintégré Madagascar dans ses instances. La Banque africaine de développement et le FMI, deux bailleurs de fonds importants pour Madagascar, ont rencontré le ministre de l'Économie le 28 novembre pour discuter infrastructures, filière agricole et budget de l'État. La Banque mondiale a confirmé maintenir tous ses crédits. Macron s'est positionné comme partenaire potentiel du nouveau pouvoir, ce qui a fait revenir Randrianirina sur ses déclarations concernant la fuite de Rajoelina grâce à un avion militaire français. Celle-ci n'est désormais plus « confirmée ».

LE GOUVERNEMENT PROMET ET SÈME LES ILLUSIONS DE LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE

D'un côté, la Gen Z se méfie du nouveau pouvoir et organise des conférences dans plusieurs villes pour maintenir la contestation. Elle demande une enquête judiciaire indépendante sur la mainmise depuis des années des milliardaires Hiridjee et Akbarali sur l'énergie électrique. Elle demande la poursuite de Rajoelina pour corruption et haute trahison. Elle dénonce la corruption de la Commission électorale nationale indépendante, censée organiser les prochaines élections dans deux ans. Mais d'un autre côté, elle joue le jeu des institutions. Certains jeunes ont même été reçus à leur demande par le ministre de l'Industrialisation afin d'apporter leur solution « au cœur du gouvernement ».

Le nouveau régime se contente de lancer de la poudre aux yeux en promettant des poursuites judiciaires, en promettant des changements dans l'approvisionnement en eau et en électricité, en promettant... que des promesses !

Pourtant, les promesses font encore mouche. L'espoir dans les changements, la qualité de vie et la fin de la corruption domine encore largement chez les jeunes, engagés ou non. Mais beaucoup sont méfiants. En bref, on « attend de voir ». Les anciennes têtes sont encore aux commandes. Or, la force de la lutte qu'a suscitée le renversement de Rajoelina est encore vivante. La Gen Z pourrait rappeler à des manifestations et les Malgaches se révolter à nouveau, cette fois-ci contre l'ensemble des politiciens en place.

ARVO VYLT • 09/12/2025

Maroc : une répression qui montre la peur des classes riches face à la révolte de la jeunesse

Mercredi 3 décembre, le tribunal de Marrakech a condamné, sous prétextes de vandalisme et de trouble à l'ordre public, 29 manifestants arrêtés lors de la révolte de la Gen Z 212 à Aït Ourir, ville au chômage très élevé, près de Marrakech. Il a asséné un total de 55 années de prison (dont quatre manifestants condamnés à cinq ans) et 2,6 millions de dirhams (240 000 euros) d'amendes à verser à l'État, à la police et à deux banques qui se sont déclarées victimes. Depuis les révoltes de la Gen Z de septembre-octobre, où plus de 3 000 manifestants avaient été arrêtés, 1 500 sont trainés en justice. Les peines sont montées jusqu'à quinze ans de prison ferme pour trois manifestants au tribunal d'Agadir fin octobre, et une peine de vingt ans de prison à Salé, où trois manifestants avaient été abattus par les forces de l'ordre le 2 octobre.

Le régime fait payer la peur qu'ont suscité pour lui les révoltes de la jeunesse. Il a bien raison d'avoir peur. Car c'est un mécontentement profond de toutes les couches pauvres de la société qu'exprimait ce mouvement qui a embrasé plusieurs villes du pays, du 27 septembre à la mi-octobre. Aujourd'hui, face à la répression le mouvement semble surtout réduit à l'activité d'une coordination pour la libération des prisonniers, qui appelle à des manifestations le 10 décembre, auquel fait écho, à Paris, l'appel à un rassemblement aussi le 10 décembre, lors de la journée mondiale des droits humains pour la libération de tous les détenus au Maroc. Mais toute une nouvelle génération de jeunes sortis de leur fac ou de leur lycée a appris le chemin de l'action collective, pas seulement pour le droit à l'éducation et à la santé, mais aussi contre les inégalités sociales et la corruption du régime.

Alors que la répression s'abattait sur les manifestants, le 9 octobre à Dakhla, siège de l'administration marocaine du Sahara occidental, s'est tenu le « Forum économique Ma-

roc-France ». Quarante chefs d'entreprise français étaient là, derrière le vice-président du Medef venu saluer la « dynamique impressionnante » de ce vaste territoire côtier saharien, entouré de barbelés et d'une zone militaire de cinq kilomètres de large pour la protéger des autonomistes sahraouis. La porte leur avait été ouverte il y a un an, lors de la reconnaissance officielle par Macron de la souveraineté du Maroc sur cette région, malgré les revendications autonomistes.

Les jeunes qui ont découvert la contestation politique ont du chemin à faire vers les idées révolutionnaires et leur lien avec la classe ouvrière marocaine.

La Gen Z marocaine a bien du pain sur la planche. Les jeunes qui ont découvert la contestation politique ont du chemin à faire vers les idées révolutionnaires et leur lien avec la classe ouvrière marocaine. Nous avons besoin de développer une bonne « Gen rouge » pour l'aider à balayer tout ce beau monde !

OLIVIER BELIN • 09/12/2025

Service national : de la chair à patrons à la chair à canons, et vice-versa

Depuis l'abolition de l'ancien service militaire, chaque gouvernement tente d'acheter la loyauté des enfants des classes populaires à l'État et aux exploiteurs qu'il protège. Journée citoyenneté et défense, service militaire volontaire de François Hollande, service national universel en 2018, et maintenant le service national tout court. Une accumulation de dispositifs pour encadrer les futurs travailleurs... mais qui, avec le flop du SNU, montre que l'embrigadement nationaliste peine à prendre, et tant mieux !

LA DOUILLE DU VOLONTARIAT

L'uniforme ne fait pas disparaître les classes. Si les rejetons de la haute bourgeoisie vont dans l'armée, c'est côté haut gradés. Quant aux troupes « volontaires », ce sont des jeunes pauvres à qui on promet passage de permis, emploi stable, prise en charge médicale... ou simplement des papiers français. Même carotte pour le nouveau « service » : dix mois sous l'uniforme contre 800 euros, nourri blanchi et un coup de main sur Parcoursup. La façade « promotion sociale » peine à cacher la responsabilité de l'État qui ferme la porte des études aux enfants d'ouvriers pour leur ouvrir le plus tôt possible celle de l'exploitation.

DERRIÈRE UN FAUX SAUVETAGE PAR L'ARMÉE, L'UNION SACRÉE

À ceux qui espèrent une échappatoire, l'État ment. Dès la fin des services, rendez-vous en première ligne... dans le BTP, la maintenance ou le nettoyage. Mais le passage par l'encadrement militaire vise à former des travailleurs respectueux du flic et de l'officier, et surtout fidèles aux intérêts patronaux. La classe possédante a besoin de cette union sacrée dès aujourd'hui pour faire avaler le budget 2026, mais aussi pour ses prochaines guerres car elle sait depuis 1917 que celles-ci peuvent être stoppées par des révoltes.

QUELLE ARMÉE POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET QUE FAIRE CONTRE ?

La bourgeoisie française n'a pour l'instant pas besoin d'une conscription générale. Une armée de métier « hybride » lui suffit pour défendre sa place et sa part de pillage face à ses concurrents et contre les peuples, à condition de la muscler. Le nouveau service assure ainsi un vivier de jeunes où recruter, 3 000 l'année prochaine, 50 000 dans dix ans. Premier enjeu : recruter pour compenser la baisse des effectifs due à celle de la natalité, autant dans l'armée que dans la gendarmerie en 2027. Deuxième enjeu : faire passer la réserve de 45 000 à 80 000 têtes d'ici à 2030 pour être dans « l'air du temps ». Car ce sas de

recrutement à double niveau pourrait servir de tremplin pour se doter de structures capables d'encadrer bien plus de jeunes. L'Allemagne se prépare à le faire. Objectif, un demi-million de soldats dans dix ans. La réaction des lycéens allemands montre la voie pour les deux côtés du Rhin : ils étaient 55 000 dans la rue vendredi pour protester. On fera pareil ici.

ALEXIS MICSHEN • 09/12/2025

VU ET ENTENDU...

Louis Sarkozy en campagne à Menton veut supprimer les feux rouges car « quand il n'y a ni trottoir, ni feu rouge, ni ligne blanche, tout le monde fait davantage attention », ça se voit que c'est son chauffeur qui conduit.

Ce budget « n'est pas parfait, mais il est le meilleur budget possible » selon Sébastien Lecornu. Si + 7 % pour l'armée et cinq milliards en moins pour l'hôpital, c'est le meilleur, que nous réserve le pire ?

Le « prix de la paix » de la Fifa attribué à Trump étaient également nominés dans cette catégorie Netanyahu, Poutine, la bombe atomique, l'impérialisme américain et les LBD.

Augmentation des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers : les étudiants de Paris 1 se mobilisent

« Bienvenue en France », c'est le nom provocateur du dispositif mis en place en 2018 par Édouard Philippe, prévoyant l'augmentation des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers non ressortissants de l'Union européenne. 2 895 euros l'année de licence et 3 941 celle de master : c'est quinze fois plus cher que pour le reste des étudiants.

À Paris 1, cette augmentation a été votée lundi 1^{er} décembre au conseil administratif de la fac. La stratégie de la

présidente est simple : faire payer le plus possible les étudiants pour tenter de combler les trous du budget de l'université après les coupes qui lui ont été imposées par le ministère. La fac décide d'appuyer ces mesures par un ciblage raciste des étudiants étrangers, qui représentent 20 % des étudiants de Paris 1, et dont la majorité est issue des anciennes colonies d'Afrique et du Maghreb.

Pour faire avaler son budget discriminatoire et austéritaire, la présidente n'hésite pas non plus à renvoyer dos-à-dos les intérêts des étudiants et ceux des travailleurs : les trois

millions d'euros rapportés par cette mesure seraient nécessaires pour permettre le recrutement d'un nombre suffisant d'enseignants. En réalité, les coupes budgétaires n'épargnent personne : étudiants, enseignants, vacataires, contractuels, des coupes sont prévues dans le nombre de postes à pourvoir, le budget de la bibliothèque universitaire, le financement de la recherche... Alors que le gouvernement prépare l'augmentation des frais d'inscription pour l'ensemble des étudiants, plusieurs centaines d'étudiants actuellement mobilisés comptent bien ne rien laisser passer !

LEYL LAMAR • 09/12/2025

Franc succès pour notre dernier week-end de formation (WEF) national !

Les 29 et 30 novembre derniers, près de 400 jeunes ont participé au WEF organisé par le NPA-Révolutionnaires jeunes. Pendant deux jours, militants et sympathisants des idées communistes révolutionnaires se sont retrouvés pour apprendre, débattre, mais aussi participer à une manifestation nationale en soutien à la Palestine et assister au meeting du 29 novembre du NPA-R.

TOUTE UNE GÉNÉRATION À CONVAINCRE DE LA RÉVOLUTION

Partout sur la planète, des fractions de la jeunesse se soulèvent contre les conditions de vie qui leur sont imposées, leur avenir bouché et l'atmosphère polluée par les risques de guerre et l'extrême droite. Dans certains pays, la « Gen Z » était à l'avant-garde des mobilisations et révoltes sociales, parvenant même parfois à faire tomber des régimes. Pourtant, comme cela a été rappelé dans notre plénière d'ouverture, la jeunesse n'a pas les moyens elle seule de renverser le capitalisme, sans

l'intervention consciente de la classe ouvrière.

Les débats du week-end, qu'ils portent sur nos analyses du racisme, du sexism, du monde carcéral - dont l'atelier était particulièrement prisé, merci Sarkozy - ou des luttes passées du mouvement ouvrier, nous ont permis de développer la nécessité de construire une organisation communiste révolutionnaire, en France et dans le monde. Nous remercions nos camarades du RSO (Allemagne), d'Izar (Espagne) ou de l'OST (Argentine) pour leurs apports aux débats - mais également nos invités de Lotta comunista (Italie) et de l'Internationaliste (France).

La séance de clôture s'est tenue dans une ambiance combative et chaleureuse, avec l'annonce de notre participation aux prochaines élections municipales dans de nombreuses villes : l'occasion pour les participants du week-end de passer aux travaux pratiques, avant de nous retrouver à un prochain WEF !

STEFAN INO • 09/12/2025



Retrouvez les présentations des ateliers ici

NPA
JEUNES
RÉvolutionnaires

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉvolutionnaires ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK: @NPAJEUNES_REV